

Universitaires chercheurs d'emplois

Des enseignants veulent aider les étudiants à entrer dans la vie professionnelle

LA quinzaine d'universitaires qui suivent la session XI organisée par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) cherchent-ils à quitter le point décalé par la lourdeur de l'institution, désespérés par les étudiants, qu'ils souhaitent jeter le bain de l'entreprise? Pas du tout. Malgré les « gâchis » des gâchis universitaires de l'APEC, Paris pour trois jours de formation (1), ils sont venus réfléchir aux moyens de mieux les intégrer à la vie professionnelle.

« Nous pouvons plus former des cadres », dit M. Jean-François Marchat, maître de conférences à l'université de Limoges, « il faut s'occuper de leur avenir, de leur formation, de leur insertion ». « Nous avons une responsabilité », dit M. Amick Tréguer, agrégé d'espagnol à l'université de Paris-III.

Professeurs, maîtres de conférences ou encore responsables de services de formation continue, venus de grandes universités parisiennes ou de modestes facs provinciales, enseignants de disciplines aussi variées que la biochimie ou les sciences de l'éducation, les langues étrangères appliquées, l'automatique ou la botanique, tous s'accrochent sur le même constat : l'université ne peut plus se permettre d'occuper ou de négliger l'avenir professionnel de ses étudiants. Longtemps enfermée dans son splendide isolement, elle ne peut plus se contenter de reproduire une élite de chercheurs et d'enseignants et doit se préoccuper du sort des étudiants, de plus en plus nombreux, qui s'orientent, diplôme en poche, vers l'industrie, le commerce ou les services.

leur faire comprendre qu'ils sont de futurs cadres? Comment les préparer? Par quelle formation spécifique? Comment, enfin, bousculer une institution et des collègues les plus souvent réticents à l'égard de tout ce qui pourrait les écarter de leur mission traditionnelle?

Changer les mentalités

L'objectif du stage proposé par l'APEC est de fournir des solutions déjà expérimentées des recettes de main. Il dépasse la simple acquisition des techniques de l'emploi déjà proposées par les universitaires depuis 1978. A l'époque, la « formation » de l'enseignement supérieur de l'APEC était de répondre aux besoins des plus urgents, et de répondre aux compétences et des responsables des services de l'information et de l'orientation (SCUIO). Petit à petit, l'université s'est adaptée, expérimentant des services de valeur, mettant en place des stages, des filières à finalité professionnelle. Mais les expériences restent limitées; la formation des sections entreprises ont été mal à l'institutionnaliser (notamment).

Afin de poursuivre son action, l'APEC cherche, aujourd'hui, à rassembler en amont, auprès des enseignants-chercheurs. Non seulement ces derniers peuvent devenir des relais naturels et efficaces auprès des étudiants, mais ils ont aussi la possibilité de modifier, de l'intérieur, la politique de l'université. M. Jean-Louis Rousseau, qui vient d'être nommé professeur à la faculté de pharmacie de l'université de Montpellier-1, reconnaît que ses nouvelles fonctions vont accroître sa marge de manœuvre, mais il est également conscient qu'il ne peut pas « rater le coche ». L'originalité réside dans la méthode proposée. Plutôt que de recourir à des discours théoriques dont l'effet pédagogique est incertain, les formateurs de l'APEC proposent

aux enseignants de revenir sur leur propre parcours, de découvrir l'importance qu'ont eu, sur leur carrière, les activités extra-universitaires de prendre des responsabilités qu'ils exercent, en dehors des traditions d'enseignement, de leur recherche auxquelles ils cantonnent. Bref, de s'appuyer sur leur propre expérience pour préparer les étudiants à leur entrée dans la vie professionnelle.

Les enseignants qui suivent sont volontaires. Et, pour dire, minoritaires. « Nous accueillons ici des enseignants qui sont très investis par leur mission », indique M. Mirville Harnat, de la « maison enseignement supérieur ». Ils sont tous à fait conscients de la nécessité de préparer leurs étudiants à une future carrière. Nous n'avons donc pas à les convaincre. Ils consacrent une partie très importante de leur activité à cette tâche et y ont parfois sacrifié leur pro-

pre carrière, car ils n'ont plus le temps de faire de la recherche. Ainsi M. Amick Tréguer a pris en charge, dans son université (Paris-III), les stages des étudiants en espagnol et de valeur de pré-professionnalisation. En revanche, sa thèse piétine un peu depuis quelques années.

« Les enseignants qui viennent suivre une formation », ajoute M. Marie-Ange Maugen, de l'APEC, ont besoin de partager leurs expériences, de chercher des solutions avec d'autres, en fait d'être guidés, car souvent ils ont du mal à voir. Leur souci de préparer les étudiants n'est en effet pas partagé par la majorité de leurs collègues. » M. Adette Madic, chargée de mettre en place un service emploi à l'université du Val-de-Marne (Paris-XII), partage cette analyse : « L'insertion professionnelle des étudiants ne fait pas partie des préoccupations de tous les enseignants ».

M. Mariam Moukaddem, ensei-

gnante en biochimie à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), reconnaît que ses enseignements de communication sont regardés de haut par ses collègues. « Ils en ont pourtant besoin. Je leur demande d'appliquer leur travail de recherche à leur concitoyen. Rien de tel pour se rendre compte qu'ils ne sont pas si incompréhensibles par de jeunes étudiants », indique cette jeune femme, qui a fait une partie de son cursus à l'université américaine de Beyrouth avant de venir en France.

Plus souvent, c'est l'apostolat individuel ou du dynamisme d'une petite équipe. A l'université de Franche-Comté, par exemple, il a fallu la volonté d'une poignée d'enseignants pour que l'université mette aux étudiants des moyens de se former aux techniques de recherche d'emploi. M. Alain Chevillard, aujourd'hui directeur du service de formation continue, se sou-

vient des soirées du vendredi, il y a trois ans, où les étudiants de sciences, de biologie et de lettres se retrouvaient avec des sandwichs chez l'un des enseignants pour apprendre à rédiger un curriculum vitae. La transformation en maîtrise de sciences et techniques (MST) de la maîtrise qu'il dirigeait lui a permis d'insérer cette formation dans l'enseignement. « Les étudiants d'autres départements nous demandent d'y assister, mais nous n'avons pas les moyens de les accueillir tous », explique-t-il.

Si les expériences se multiplient dans les établissements d'enseignement supérieur, leur mise en place nécessite une énergie considérable. Ainsi, pour mettre en place un système de tutorat pour l'accueil des nouveaux étudiants à l'université de Limoges, M. Jean-François Marchat a obtenu immédiatement l'accord de la présidence de l'université. En revanche, il lui a fallu chercher lui-même les moyens nécessaires, qu'empruntant des crédits à l'administration puis au centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). Ayant découvert l'existence du fonds de la vie étudiante (40 francs par étudiant reversés au CROUS), il a demandé à la présidence d'en prélever une partie pour financer le tutorat. Les tuteurs seront donc rémunérés. Le système n'est pas encore parfait, estime cependant cet enseignant, qui souhaite que le tutorat devienne optionnel et soit inscrit dans le cursus universitaire.

Dans quelques semaines, les « enseignants-universitaires » de l'APEC se retrouveront à Paris pour une petite plénière de rappel. Cela devrait être aussi l'occasion d'instaurer des relations plus durables, car chacun ressent la nécessité de créer un réseau et de sortir de l'isolement dans lequel s'enferment bien des enseignants.

MICHELLE AULAGNON

(1) Le coût de ce stage à l'APEC est de 600 francs par participant. Il est pris en charge par l'université.

Les services de placement

Le service d'emploi des étudiants est le plus en plus perceptible, aujourd'hui, dans les universités. Et les moyens employés pour y parvenir sont multiples : modules de pré-professionnalisation, sessions de techniques de recherche d'emploi, forums d'entreprises, stages obligatoires ou facultatifs...

Quelques établissements d'enseignement supérieur sont allés plus loin en créant des services emploi chargés de l'insertion professionnelle. Parmi les universités de la région parisienne, les établissements d'enseignement supérieur, Paris-X (Dauphine) et Paris-II (Assas), y ont recours. Trois autres universités, Paris-VII, Paris-VIII et Paris-X,

deviennent adopter une démarche similaire. Ces services emploi centralisent la qualité des offres destinées aux étudiants diplômés. Les propositions de stages ou de petits boulots ne sont pas, traditionnellement, traitées, même si elles sont diffusées. Les services emploi précisent les offres aux étudiants, leur précisent le cadre de l'entreprise intéressée. Les membres du service procèdent alors à une présélection des candidats pour l'entreprise.

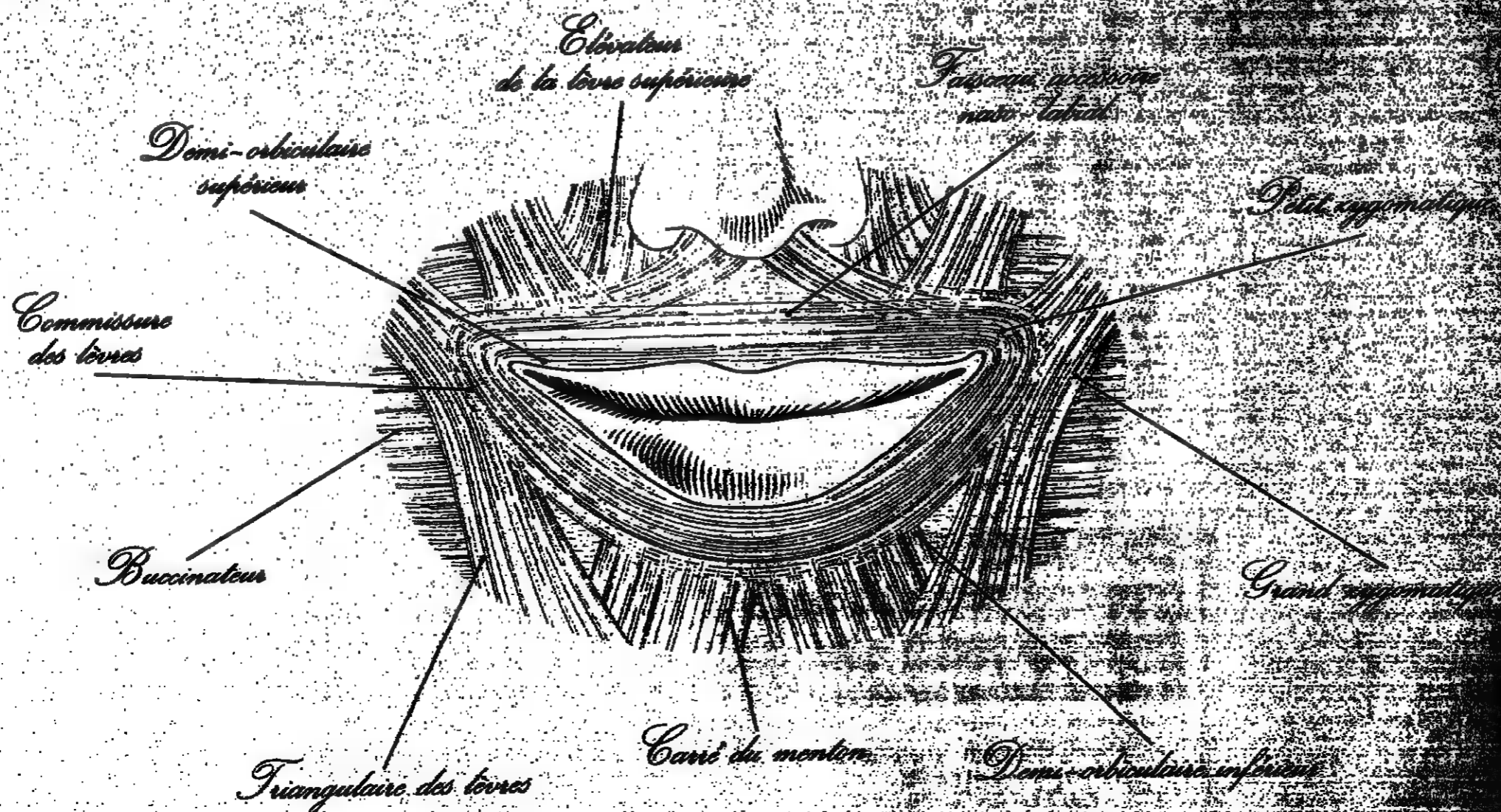
Le service de l'emploi de l'université de Dauphine a été créé il y a plus de dix ans. Financé par le forum d'entreprises de l'établissement, il a permis de créer des emplois pour les étudiants et de leur offrir une expérience professionnelle.

millie offres d'emploi chaque année. A l'université d'Assas, le service placement fonctionne de façon différente. Intégré à la cellule d'information et d'orientation, il traite sept missions par an. Elles sont portées à la connaissance des étudiants par une affiche. Les candidats intéressés, en deuxième et troisième cycle uniquement, s'inscrivent gratuitement. Le service placement propose alors une sélection de candidatures à l'entreprise.

Ces expériences similaires sont mises en œuvre dans un nombre d'universités de province.

M. M.

FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS. RIEN N'EST JAMAIS



Enseignants et policiers

B

La police des enseignants... (The text is partially obscured and difficult to read, but appears to be a continuation of the article or a related piece.)



5530 من الاموال

EDUCATION • CAMPUS

Enseignants et policiers à la même école

Les chemins étroits de la « médiation scolaire »

BANAL confie son voisinage sur fond banlieue et d'immigration : M. X., ouvrier français arrose le jardin quand survient son voisin, M. P., ouvrier turc. Pour une brouille, une histoire de ballon ou de plates-bandes, les insultes pleuvent puis... Résultat : un jour d'incapacité de travail pour M. X., un dépôt de plainte à l'encontre de M. P. et, pour les deux protagonistes de ce fait divers ordinaire, une convocation chez les médiateurs. Pour tenter d'obtenir un rattachement à l'annuaire.

Nicole Hervé, professeur de français à la Vaulx-en-Velin (Rhône), et Marcel Jacob, inspecteur au service des renseignements généraux de Palaiseau (Essonne), jouent le rôle des médiateurs. Le tuteur, c'est M. Lafon, gardien d'immeuble dans le quartier Mermoz à

Lyon. Quant à M. P., c'est un collègue Jules-Vallès de Fontaine qui lui prête sa voix. M. X., détachant surprenant, s'applique, avec sérieux, à vivre de l'intérieur dans une situation peu enviable. Même si l'inspecteur des RG, visiblement un habitué des formations en tout genre, n'est pas très à l'aise sous sa casquette de « médiateur ». M. Nicole Hervé, enseignante, avoue être un peu perplexe sur le sens de l'exercice.

Organiser, à la fin des vacances d'été, quatre jours de formation sur « la médiation dans la cité » à la Vaulx-en-Velin, c'est un concept qui est assez flou, les expériences très sporadiques - malgré une bonne implantation à Lyon, ville d'origine de la médiation - et l'application en milieu scolaire pour le moment aléatoire. Y

faire participer des professionnels venus d'horizons aussi différents, principaux de collège, responsables d'association, instituteurs, policiers, flâneurs ou gardiens d'immeubles, n'était pas son plus grand pari gagné d'avance.

Si Nicole Hervé a accepté de consacrer quatre jours de vacances, c'est, explique-t-elle, parce que les enseignants de la zone d'éducation prioritaire (ZEP) de Vaulx-en-Velin, dont elle assure la coordination en plus de son travail de professeur de lettres, « veulent qu'on les aide à résoudre leurs conflits avec les élèves ». Les motivations du conseiller d'éducation de Fontaine sont plus floues. Envie de se sortir d'une fonction « forcément limitative » et de rencontrer d'autres professionnels, simple curiosité aussi à l'égard des policiers. Sur les soixante participants, la moitié appartiennent à l'éducation nationale. Qu'ils soient enseignants, chefs d'établissement, infirmières ou assistants sociaux, la plupart travaillent dans la région Rhône-Alpes dans des établissements difficiles.

S'ouvrir aux partenaires extérieurs à l'éducation nationale, c'est l'originalité de la formule des universités d'été qui, depuis leur lancement en 1983, remportent un succès grandissant : le nombre de stagiaires a pratiquement doublé en neuf ans et a dépassé, cette année, les 5 000. Cent soixante contre 100 en 1983.

Ni vainqueur ni vaincu
Dans le cadre du plan d'action pour la sécurité présenté conjointement par le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, et le ministre de l'intérieur, M. Paul Quilès, en mai dernier (*Le Monde* du 27 mai), sept universités d'été étaient organisées cette année, du 31 août au 3 septembre, autour d'un thème central : l'école, la ville et ses problèmes. A ce menu : violence, sécurité, prévention des déviations liées à l'adolescence, lutte contre la toxicomanie.

Le choix par M. Jean-Pierre Bonafé-Schmitt, directeur du Groupe lyonnais de sociologie industrielle (CNRS) de Lyon-II et, par ailleurs, directeur des boutiques de droit de Lyon et des Minquettes, à Vénissieux, s'inscrivait dans une logique de médiation, à la fois entre le monde de la loi et le monde de la rue, et entre le monde de la loi et le monde de la rue.

« La médiation est un bon outil pour la régulation des conflits », explique Pierre Bonafé-Schmitt. C'est un travail de proximité et un travail alternatif au règlement des litiges par la loi. Mais, surtout, c'est un travail de médiation, où il n'y a ni vainqueur ni vaincu. L'essentiel est de rétablir la communication puisque les deux parties doivent poursuivre leur vie en commun. Or, curieusement, c'est un travail de médiation, où il n'y a ni vainqueur ni vaincu.

De fait, les stagiaires stagiaires accueillis à l'école de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or sortent d'un cursus de leur quatre jours de formation. Ravi, certes, en vieux maîtres de la formation continue, de découvrir de nouvelles pistes, mais plus réticents, finalement, à leur emprunter leur langage et leur méthode. Ils ne se sont pas rencontrés des « partenaires » qu'ils ont rencontrés ensemble.

CHRISTINE GARIN

REPÈRES

DÉLÉGUÉS ÉLÈVES. Une circulaire, publiée au *Journal officiel* du 10 septembre, prévoit la procédure et le calendrier d'élection, pour l'année 1992-1993, des représentants lycéens au Conseil supérieur de l'éducation (CSE). Ce sont les représentants des lycéens aux conseils académiques de la vie lycéenne qui sont élus avant le 26 décembre 1992 et les élections auront lieu, par correspondance, avant le 1^{er} février 1993.

GRENOBLE. Un atelier a réuni, du 11 au 19 septembre à l'université Stendhal (Grenoble-II), trente « témoins » et seize enseignants européens en sciences de l'information et de la communication. L'une des toutes premières réunions doctorales en sciences humaines à être agréée par le Conseil de l'Europe, cet atelier est la première réalisation concrète du réseau universitaire européen « Communications et médias ». Lancé au printemps 1990, ce réseau regroupe dix universités se distinguant dans le domaine des sciences de la communication, et désireuses de multiplier leurs échanges et leurs coopérations. Outre Grenoble-II, participent à ce réseau les universités de Bologne, Hanovre, Lausanne, Madrid, Staring, Stockholm, l'université autonome de Barcelone, l'université libre de Bruxelles et l'université Westminster de Londres. Par ailleurs, des universitaires de Lublin, Saint-Petersbourg, Varsovie et Vilnius ont été invités.

PAYS-BAS. Le gouvernement néerlandais rembourse désormais le montant des droits d'inscription universitaire aux étudiants originaires des pays de la Communauté économique européenne venant faire des études aux Pays-Bas. Cette disposition s'inscrit dans le cadre des règles communautaires imposant, pour l'accès à l'enseignement, de traiter tous les ressortissants de la CEE de la même façon. Le montant des droits d'inscription universitaires atteint, pour l'année 1992-1993, 885 écus, soit près de 6 000 francs. A l'heure actuelle, environ 3 400 étudiants de la CEE font la totalité de leurs études aux Pays-Bas.

RECHERCHE. La Communauté économique européenne tente de favoriser la mobilité des chercheurs universitaires. Ainsi, un programme particulier, intitulé « Capital humain et mobilité », d'un montant de 455 millions de francs, est mis en place de 1992 à 1994. Une réunion du comité de gestion de ce programme s'est tenue à Bruxelles le 3 août afin d'attribuer les 800 bourses d'échanges à de jeunes chercheurs venant de soutenir leur thèse. Le nombre de candidatures était dix fois supérieur à ce chiffre. Les laboratoires français accueilleront 32 % des candidats retenus, alors que les étudiants français partant pour les autres pays de la Communauté ne représentent que 13 % de l'ensemble.

RELIGIONS. Aux professeurs du second degré public et privé qui souhaitent combler leurs lacunes en matière de culture religieuse, l'Institut catholique de Paris propose, dans le cadre de ses cours de formation permanente, une série de douze séances de deux heures d'introduction aux grandes religions (bouddhisme, christianisme, islam et judaïsme) et de réflexion sur les enjeux de la culture religieuse à l'école.

Renseignements : Institut catholique de Paris, 21, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : (1) 42-22-41-80 poste 328.

SYNDICATS. Le Syndicat national des professeurs de lycées professionnels (SNETAP), réuni en conseil national élargi à Evry les 16 et 17 septembre, a décidé de réserver la question de son maintien au sein de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) « au moins jusqu'au mois de mai ». Le SNETAP, dont l'existence à l'intérieur de la fédération est mise en cause par la transformation du Syndicat national des instituteurs (SNIPEG) en Syndicat des enseignants (SE), qui doit, comme lui, syndiquer les enseignants du technique, attend donc, pour se déterminer, les résultats du congrès extraordinaire de la FEN à Paris le 6 octobre (destiné à ratifier l'évolution du SNES-second degré et du SNEP-éducation physique), et celui du Perpignan, début décembre, destiné à entériner les modifications de champ de syndicalisation de chacun des syndicats de la FEN.

COURRIER

La galère des redoublants

Je suis étonné pour tant d'indignation devant les insuccès de l'enseignement national. Mon fils, dix-sept ans, a raté une C sur de mauvaises notes. C'est un élève sérieux, mais que l'approche de l'échéance a paniqué, et qui a été dégringolé depuis le début de l'année. Il a l'air de vouloir recommencer son cycle, Pineloni pour ne pas le nommer, refuse le redoublement à ses propres frais au bac, avec l'argument imparable qu'il est assez d'élèves de première qui passent en terminale.

Il est le tour des lycées du quartier, avant le 11 juillet et début septembre : Maitaigues son frère jumeau entre en terminale B), Monet, Rodin, Paul-Bert, pour recevoir les réponses suivantes :

« Nous n'avons plus de place. »
« Nous ne pouvons pas les redoublants qui ont eu des succès scolaires... » Evidemment !

« La scolarité n'est obligatoire que jusqu'à seize ans. L'éducation nationale n'est pas responsable de son insuccès. Vous n'avez qu'à vous adresser à l'enseignement privé. »

« Vous pouvez essayer de le mettre en banlieue... » à changer d'académie !

Finalement l'inspection d'académie, elle-même, nous a répondu qu'elle nous donnerait sans doute une réponse après le 16 septembre, c'est-à-dire six jours après la rentrée. Voilà les conditions favorables à la remise au travail de mon fils et des nombreux élèves qui sont dans son cas. Est-ce que je rêve ou bien plusieurs ministres de l'éducation ont-ils fixé comme objectif 80 % de bacheliers pour l'an 2000 ?

M. BAUDRY
(Paris)

LEMENTS N'EST JAMAIS SIMPLE PAR HASARD.



FRANCE
TELECOM
EQUIPE

L'école à deux ans est-elle rentable ?

- le kiosque aux stages.
- les conseillers d'orientation.

10

هذه الامن الاصل

ÉCONOMIE

BILLET

Le budget du silence

Le silence qui entoure la préparation du budget de 1993 est aussi ambigu que le silence qui a suivi la rencontre de mardi après-midi entre M. Helmut Kohl et M. François Mitterrand.

On attendait de savoir ce mercredi 23 septembre dans quel état se trouvaient les finances publiques du pays. Il faudra attendre mercredi 30 septembre. On espérait de la rencontre Kohl-Mitterrand à Paris qu'elle accouchât d'une relance de l'Union européenne après le trop court victoire du « oui » au référendum. Il faudra attendre le prochain sommet européen, dont on sait maintenant qu'il se tiendra le 16 octobre.

Tant de silence est-il un bon signe ? Faut-il y voir le signe d'un réel désarroi ? Pour ce qui concerne la relance de l'Europe, nous verrons bien le 16 octobre. Mais d'ici là les marchés vont malmenier le franc, injustement d'ailleurs, comme l'a souligné M. Waigel, le ministre allemand des finances, qui estime la monnaie française meilleure que le mark.

Quant au budget de l'Etat pour 1993, le gouvernement, qui avait décidé de s'en tenir à une certaine rigueur, sans cadeaux fiscaux, semble sur le point de céder aux pressions des élus socialistes, inquiets de leur perte d'audience. On en est donc à évaluer la possibilité de réduire la redevance TV ou la taxe d'habitation payées par les petits contribuables. Avec un déficit approchant les 200 milliards de francs...

ALAIN VERNHOLE

Le gouvernement veut abroger la loi de 1928 sur le régime pétrolier

La fin d'un « monopole »

Le conseil des ministres devait approuver, mercredi 23 septembre, un projet de loi instituant un nouveau régime pétrolier parachevant la mise en conformité de la France avec le Marché unique. Avec l'abrogation de la loi-cadre de 1928, c'est une page de l'Histoire contemporaine qui s'achève, la fin d'un certain « dirigisme » ayant permis l'émergence de deux compagnies françaises de taille internationale, Total et Elf.

L'importation, le raffinage et la distribution de pétrole. Si les parlementaires, toutefois, comme le prévoit le texte présenté mercredi 23 septembre au conseil des ministres, d'abroger la loi de 1928, véritables actes fondateurs de la politique pétrolière de la France. Ces textes furent adoptés après la Grande Guerre, qui vit le pays brutalement privé de son approvisionnement. Il fallut l'intervention de Georges Clemenceau, le 15 décembre 1917, auprès du président Wilson pour que les compagnies d'outre-Atlantique acceptent de reprendre leurs livraisons. Clemenceau écrivait : « L'essentiel est vital que le sang dans les batailles à venir ».

Depuis, deux lois ont été, comme le reconnaît le ministre de l'Industrie, « le point de départ ».

En 1928, une partie de la légende du graphique publié en page 11 de l'édition du mardi 13 septembre sur « le taux d'équipement des ménages » français a disparu. La courbe concernant les lave-vaisselle partait de la fin 1989 et allait jusqu'à la fin 1991. Celle sur les magnétoscopes démarrait à la fin 1981 pour disparaître également à la fin 1991. La source en était le CREDOC (Centre de recherche pour l'Observation des conditions de vie).

La politique énergétique poursuivie sans discontinuer pendant tout le vingtième siècle. Une politique qui, à l'instar de la Gaulle, a eu pour objectif constant d'asseoir l'indépendance pétrolière du pays. Une politique qui a permis la création d'une industrie nationale de raffinage et l'émergence de deux compagnies françaises, Total et Elf, dans un univers dominé par les Anglo-Saxons. Une politique qui, dans cette acuité stratégique, a inspiré l'action de l'Espagne et surtout de l'Italie, et a fait de la France un acteur autonome.

C'est en effet en 1928 que les parlementaires achevèrent de doter l'Etat d'un « monopole », soumettant toute importation de pétrole à une autorisation préalable. Le régime, alourdi de nombreuses contraintes - stocks stratégiques, quotas, prix administrés - a permis aux pouvoirs publics de façonner le marché pétrolier. Une véritable mise en tutelle, renforcée encore par le Conseil d'Etat qui, dans un célèbre arrêt de 1964, a réaffirmé la réglementation de la distribution. L'Etat décaissait des parts de marché réservées à chaque compagnie pétrolière, qu'elle soit nationale ou étrangère. On parlait alors de « monopole délégué ».

Le Marché unique

L'année 1979 fut une année charnière, puisque, après négociations avec la Commission de Bruxelles, le gouvernement dut aux quotas par produits. En 1983, ce fut la libération des prix pétroliers et un pas supplémentaire vers la logique de libre marché. Il restait, mais ses effets étaient peu à peu vidés de leur contenu. Fallait-il aller plus loin ? Non, répondait-il y a peu l'ancien président d'Elf, M. Michel Pequeux, son rapport à l'énergie 21 au secrétaire d'Etat au plan.

« S'il n'était qu'il fallait abroger la loi de 1928 pour »

conformer, en temps de fonctionnement normal des marchés, aux exigences du Marché unique, il n'y a aucune raison de se priver de cet instrument de gestion des périodes de crise, sauf à ce que quelque chose d'équivalent soit mis en place au niveau communautaire ».

Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, en a jugé autrement. Rue de Bercy, on estime que l'économie pétrolière est désormais mondiale - « on importe du gazole de Russie, de l'essence aux Etats-Unis » ; que le pétrole, objet de spéculation sur les places boursières, n'est plus l'apanage d'un petit cercle d'Etats ; que les stratégies des compagnies ne sont plus nationales. La sécurité des approvisionnements, qui reste le fondement de la politique énergétique française, passe désormais « par la mise en œuvre d'une politique diversifiée », allant du renforcement de la compétitivité des raffineries nationales au maintien de stocks stratégiques.

La sécurité des approvisionnements

L'entrée en vigueur de l'Acte unique rendait inductible, estimait-on à Bercy, la mise en conformité des stocks avec les lois. Un premier pas n'a-t-il pas été franchi avec l'adhésion de la France à l'Agence internationale de l'énergie en juin ? Une nouvelle étape n'est-elle pas accomplie avec la loi du 17 juillet 1992 instaurant la libre circulation des produits pétroliers dans la Communauté avec la mise en route d'une harmonisation fiscale entre les Douanes ? Enfin, la privatisation quasi complète de Total n'annonçait-elle pas la fin de la tutelle publique sur le secteur pétrolier ?

« Nous allons désormais jusqu'au bout en faisant disparaître le cadre juridique devenu totalement inadéquat, assure le ministre de M. Strauss-Kahn. Mais nous ne concédons rien sur la sécurité des approvisionnements. Toutes les obligations nées de la loi de 1928 »

demeurent. Que ce soient l'obligation de constituer des stocks stratégiques, l'existence d'une flotte pétrolière sous pavillon français ou l'obligation d'informer l'administration pour lui permettre de suivre au plus près l'évolution du marché. Des sanctions sont prévues pour les sociétés qui failliraient à leurs obligations. Et l'Etat se réserve la possibilité, en temps de crise, de limiter les échanges. Autrement dit, d'imposer un embargo.

Sont donc supprimées ces fameuses autorisations préalables auxquelles étaient jusqu'à présent soumis raffineurs et distributeurs de pétrole. Les précieuses licences « A10 » et « A5 », autorisant l'importation et le raffinage de pétrole pour une durée de 10 ans, la première, la distribution de pétrole brut et de ses dérivés pendant cinq ans pour la seconde, disparaissent du vocabulaire pétrolier. Une centaine de sociétés pétrolières, puisque, selon la direction des carburants, on recense cent cinquante permis « A10 », et surtout, huit permis « A5 », des « raffineries » - fait, les majors - opérant sur le territoire français : Elf et Total bien sûr, mais aussi les américains Exxon (marque Esso), la britannique BP, la belge Fina, l'anglo-néerlandaise Shell et l'italien Agip.

Cette suppression ne devrait pas bouleverser en profondeur la physiologie du secteur pétrolier français. « La demande française d'A10 » a été formulée il y a une vingtaine d'années par l'Agip, expliquent les services de la Direction des carburants. La libéralisation devrait en faire sans traumatisme. On attend tout au plus, dans la distribution, une intensification de la concurrence dans les zones frontalières. Le fin du contrôle a, toutefois, un mérite aux yeux des pétroliers : ce régime spécifique ne leur sera plus opposable à l'étranger.

Le maintien des obligations, en revanche, coaccorde les critiques des opérateurs, qui n'avaient pas été suffisamment écou-

Si la constitution de stocks stratégiques n'est sur le fond guère nouvelle, le projet de loi présenté laisse subsister un certain nombre de dispositions inutiles contraignantes dans le contexte du marché intérieur européen, même pour faire face à des situations de crise, l'Union française des industries pétrolières (UFIP). L'information systématique des pouvoirs publics est jugée irritante. L'obligation de pavillon devrait être supprimée.

Cette clause impose aux compagnies de transporter sous pavillon national une partie des quantités de pétrole importé (l'équivalent de 5 % de leurs capacités de raffinage dans le nouveau texte). Les pétroliers, qui s'estimaient handicapés par le manque de compétitivité du pavillon français, ont obtenu l'abrogation. Le gouvernement n'a pas cédé, estimant qu'en cas de crise le transport maritime constitue le maillon critique de la chaîne pétrolière. Seuls les navires français peuvent être légalement protégés par la marine nationale.

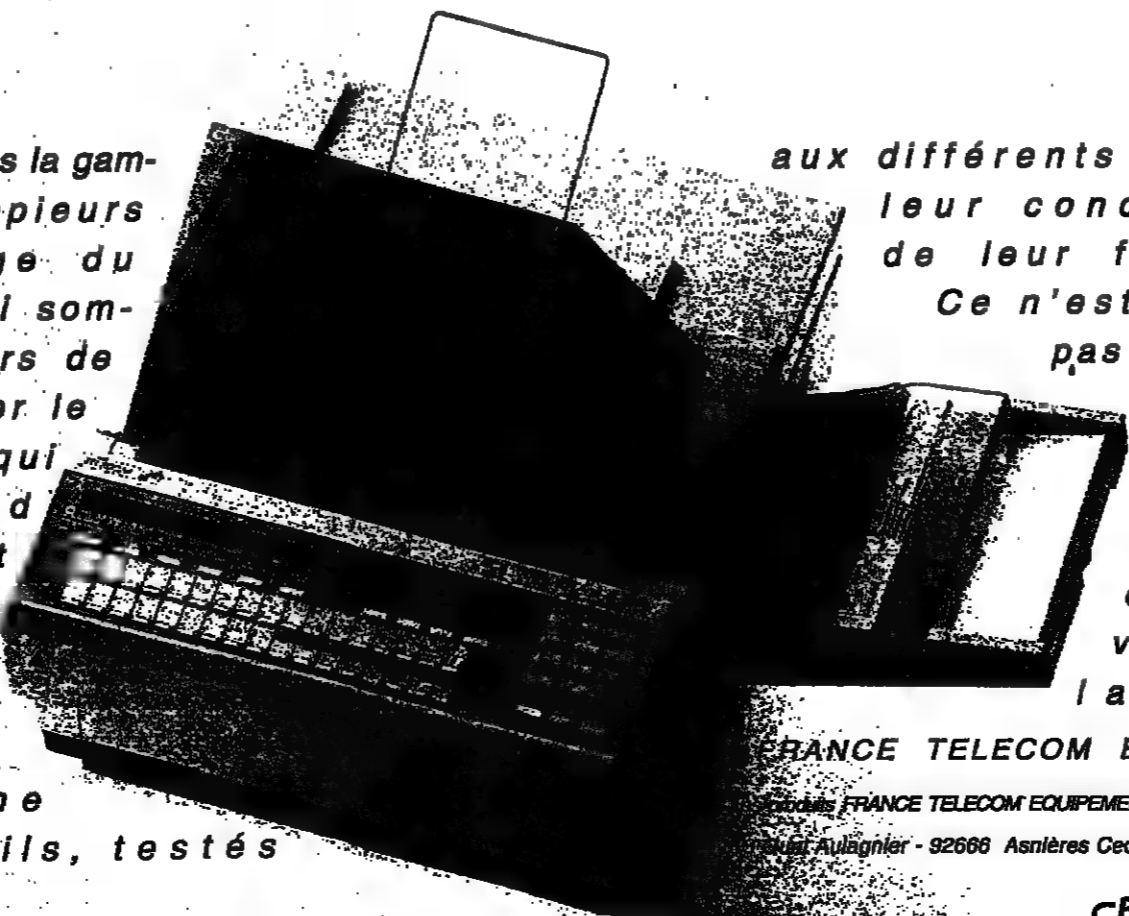
Les pouvoirs publics ont accepté, en revanche, l'une des plus grandes revendications des compagnies : leur accordant le droit de naviguer sous immatriculation des « Terres australes et antarctiques françaises ». Autrement dit, le pavillon de Kerguelen. Un pavillon national, une obligation accrue pour lutter contre les pavillons de plaisance. Demi-mesure, la plupart des pétroliers, Total et BP France envisageant de faire de ce point les autorités de Bruxelles. Mesure inacceptable, pourraient juger les quelques cents membres d'équipage - dont des officiers - qui naviguent sur les quatorze bâtiments de la flotte pétrolière nationale. La moitié des postes devraient être supprimés.

PIERRE-ANGEL GAY
CAROLINE MONNOT

RIEN N'EST JAMAIS SIMPLE PAR HASARD.

TELECOPIEURS FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS :
PLUS NOTRE GAMME EST LARGE, PLUS VOTRE CHOIX EST SIMPLE.

Nous vous offrons la gamme de télécopieurs la plus large du marché. Ainsi sommes-nous sûrs de vous conseiller le télécopieur qui correspond exactement à vos besoins. Et ce conseil s'appuie sur une sélection draconienne des appareils, testés



aux différents stades de leur conception et de leur fabrication. Ce n'est peut-être pas par hasard si cette année un télécopieur sur deux a été vendu sous la marque

FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS.

Les produits FRANCE TELECOM EQUIPEMENTS sont distribués par EGT. 10, rue d'Aulagnier - 92666 Asnières Cedex - Tél : (1) 42 70 13 13



هكذا من الإصل

EFFICACITE, DISPONIBILITE, TRANSPARENCE. LE PATRIMOINE DE 1.000 AGENCES.



BILAN CONSOLIDE 1991

	FFR (MILLIONS)	% (91/90)
ACTIVITE BANCAIRE D'INTERMEDIATION	780.854	+13,2
DEPOTS DE LA CLIENTELE	302.491	+13,5
CREDITS	224.394	+14,5
TOTAL DE DEPOTS ET FONDS EN GESTION	481.100	+16,9
RESULTAT D'EXPLOITATION	7.399	+ 3,2
FONDS PROPRES ET PROVISIONS	25.584	+23,7

Contribuent à la détermination du bilan consolidé 1991, ainsi que les sociétés suivantes: Monte Paschi Leasing, Monte Paschi Factor, Monte Paschi S.E.R.L.T., G.E.R.I.T., IPC, Monte Paschi Finanza S.I.M., Monte Paschi Mercati S.I.M., Centrofinanziaria, MPS U.S. Commercial Paper.

Un Groupe, ses composantes, un bilan unique. Ainsi s'accroît un patrimoine commun avec un esprit de groupe plus fort ■ renouvelé. MONTE DEI PASCHI DI SIENA, BANCA TOSCANA, CREDITO COMMERCIALE, CREDITO LOMBARDO, BANCO VALDOSTANO, ICLE, ITALIAN INTERNATIONAL BANK et MONTE PASCHI BANQUE forment le GROUPE BANCAIRE MPS. 1.000 Succursales en Italie, 20.000 salariés, 39 Succursales, Filiales ■ Bureaux de Représentation en Europe et dans le monde. Le résultat d'un Groupe toujours plus uni, déjà tourné vers de nouveaux objectifs.

En 1992, le Groupe Bancaire MPS s'est enrichi de: Banca Monte Paschi (Suisse), Monte Paschi Australia, Cassa di Risparmio di Prato.

هكذا من الأصل

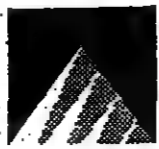
REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 24 septembre 1992 23

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			15^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT		
2^e ARRONDISSEMENT			STUDIO	4, rue Féliçien-David SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	4 890 + 524 4 068	3 PIÈCES	2, rue Tolain AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 180 + 1 180 3 416
4/5 PIÈCES	48, rue Montmartre SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	8 500 + 1 180 11 378	3 PIÈCES	69, rue Fonlary SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	12 000 + 1 680 10 620	PAVILLON 6 PIÈCES	NOISY-LE-ROI 6, rue Louis-Leveau AGIFRANCE - 48-03-44-03-44 Frais de commission	8 757 + 431 8 231
2 PIÈCES	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	8 500 + 1 080 1 052	4 PIÈCES	110, rue Fondary SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	10 664	STUDIO	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 2 bis, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	2 140
4^e ARRONDISSEMENT			16^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14/18, rue Dr-Timothé LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	3 078
3 PIÈCES	15, rue Lions-St-Paul SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	12 000 + 1 702 9 598	4 PIÈCES	7, rue AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 000 + 838 11 162	92 HAUTS-DE-SEINE		
5^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES	83, av. Foch AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	42 000 + 2 700 39 300	STUDIO	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 140 + 1 140 3 949
2 PIÈCES	11, rue Tournefort GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	1 180 + 675 415	3 PIÈCES	185, boulevard Murat LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	7 925 + 898 6 927	IMM. NEUF	BOULOGNE 82 m², R.C. GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	8 900
3 PIÈCES IMM. NEUF	4, rue de la Collégiale GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	9 200 + 830 8 330	17^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES	COURBEVOIE 42, terrasse de l'île AGIFRANCE - 48-03-44-03-44 Frais de commission	5 845 + 1 939 4 387
6^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	7, rue Faraday AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 000 + 404 7 596	4/5 PIÈCES	COURBEVOIE 110 m², RDC Frais de commission	7 000
5 PIÈCES	47, rue du Commerce SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	23 300 + 558 16 778	4 PIÈCES	15, rue Fleau LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	10 464 + 813 9 651	IMM. NEUF	NEUILLY 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	12 645 + 1 645 9 258
7^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES IMM. NEUF	11, rue Savenet GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	710 + 700 1 410	PIÈCES DUPLEX	NEUILLY 85 m², 7 ^e étage parking Honoraires de location	4 586 + 550 285
5 PIÈCES	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	14 580 + 1 485 11 320	4 PIÈCES	9, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	17 000 + 2 640 14 360	2 PIÈCES	SAINT-CLOUD 7, rue des Gîtes-Caps AGIFRANCE - 48-03-44-03-44 Frais de commission	8 080 + 935 4 312
8^e ARRONDISSEMENT			18^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES	SURESNES 22, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 606 + 1 100 3 278
3 PIÈCES	4, rue Robert-Erbenne SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	11 870 + 1 180 9 548	3 PIÈCES	40, av. de St-Ouen SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-06 Frais de commission	5 801 + 1 282 4 519	94 VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES	6, rue Jean-Goujon AGIFRANCE - 48-03-44-03-44 Frais de commission	7 071 + 822 6 249	4 PIÈCES	40, av. de St-Ouen SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-06 Frais de commission	7 108 + 1 875 5 233	3 PIÈCES	SAINT-MANDÉ Avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	6 730 + 890 1 130
9^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES	40, av. de St-Ouen SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-06 Frais de commission	7 108 + 1 875 5 233	2 PIÈCES	VINCENNES 27, av. du Petit-Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 740
5 PIÈCES	25, rue de Châteaudun AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 500 + 900 9 608	19^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	VINCENNES 8, allée AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 586 + 800 4 894
12^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	191/193, av. Jean-Jaurès SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-06 Frais de commission	6 993 + 915 6 035			
2 PIÈCES	29, av. Ledru-Rollin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 412 + 1 150 3 851	3 PIÈCES	191/193, av. Jean-Jaurès SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-06 Frais de commission	6 993 + 915 6 035			
4 PIÈCES	88/88, cours de Vincennes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 000 + 1 000 6 000	4 PIÈCES	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-06 Frais de commission	7 890 + 1 152 6 738			
13^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-06 Frais de commission	7 890 + 1 152 6 738			
STUDIO	57, rue Auguste-Blanqui CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de location	2 500 + 2 070 4 570						

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE



Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

55 ذامن لامل

Le Monde

Le Monde ■ Jeudi 24 septembre 1992 29

ARTS • SPECTACLES



GALERIES/AUTOMNE

PENDANT LA CRISE L'ART CONTINUE

SUR les dépliant et les programmes d'exposition, une formule, jusqu'à inconnue, fait son apparition en cette fin d'été : « *Téléphoner à la galerie pour information* ». Laconique, elliptique, elle avoue plus qu'elle ne dissimule les difficultés d'un galeriste qui a renoncé à exposer. En la matière, les euphémismes manquent pas. Les uns annoncent « *un léger décalage de leurs activités* », d'autres « *un soudain de donner un délai pour réfléchir* » ou « *prendre du champ* ». Les plus poètes parlent de « *mise en sommeil* ». Derrière ces mots, un état du fait reconnu de tous : le marché de l'art s'est enfoncé depuis deux ans dans une crise assez grave pour mettre en péril jusqu'à l'existence de galeries que l'on croyait invulnérables. Elle dure, elle s'aggrave, elle menace de bouleverser la géographie parisienne de l'art, la hiérarchie des artistes comme celle des valeurs.

Faut-il rappeler les faits ? Dans la seconde moitié des années 80, le marché de l'art contemporain connaît en France une expansion accélérée. Entre 1980 et 1990, le nombre total des galeries françaises double, passant de 552 à 1077. Le volume des ventes s'accroît à un rythme encore supérieur. Ainsi les ventes aux enchères parisiennes d'art moderne et contemporain triplent-elles entre 1985 et 1989, phénomène qui s'accompagne évidemment d'une hausse des prix ahurissante des tableaux. Il devient alors presque banal de jouer avec l'art comme la Bourse, et quelques noms deviennent aussi fameux que la British Petroleum ou la Shell dans l'entre-deux-guerres. Le Basquiat est multiplié par deux ou trois tous les six mois. Le Keith Haring suit à un rythme un peu plus lent. Les titres plus anciens, l'At-

Faillites, dettes, effondrement des prix : le marché de l'art traverse depuis deux ans l'une de ces crises dont il est coutumier. Est-ce plus grave que les précédentes ? Va-t-elle affecter durablement la création ? Oui, semble craindre le ministère de la culture qui devrait annoncer, le 23 octobre, des mesures pour venir en aide à une profession qui s'estime menacée. Cela n'empêche pas les audacieux d'ouvrir de nouveaux locaux pour exposer de nouveaux artistes.

lan, le Poliakoff, le Dubuffet, sont sans cesse réévalués - pour ne rien dire des placements de père de famille. Impressionnistes de premier ou de second ordre, Picasso de toutes époques et de tous formats, Américains des années 50 qui ne se négocient qu'avec de très convenables bénéfices. Désormais, les enchères sont télévisées, les profits publiés partout, les vedettes et les commissaires-priseurs en vedettes, les collectionneurs se font complaisamment photographier dans leur intérieur sous un Stills ou un Jasper. Un banquier lyrique déclare à un marchand ébahi : « *Vous êtes ma plus belle sœur* ». L'art est chic. L'art est à la mode. Il coûte cher, très cher, de plus en plus cher.

Trop cher, évidemment. Au printemps 1990, les prix des œuvres contemporaines de

New-York patinent. Stupeur : les prix de réserve imposés par les vendeurs sont plus automatiquement dépassés. A la fin de l'été, c'est celle de Chicago, l'inversion de la tendance se vérifie : les transactions sont moins nombreuses et les acheteurs-spectateurs, qui étaient jusque-là l'euphorie, se font de plus en plus discrets. La guerre du Golfe, la récession économique, les bouleversements dans l'Europe de l'Est, achèvent de troubler le jeu. Commence l'époque des déclarations de drames, à New-York. Elle dure encore.

Depuis deux ans, l'actualité artistique a changé de face : d'euphorique, elle est devenue pathétique, les malheurs des marchands, vrais ou faux, ont remplacé les exhibitions golden boys. Vrais malheurs ? Les premières déclarations de Baudouin Lebon d'Ivy Brachot - et la liquidation - l'été dernier, à la galerie d'Antoine Candau, qui avait été l'un des premiers à s'établir dans le quartier de la Soho. Vrai malheur, moins regrettable ? La fermeture, en catimini, de ces officines de rue de la rive gauche, qui avaient envahi quelques rues de la rive gauche. Rumeurs de cesse reprises, modifiées, enjolivées de détails - pour faire plus vrai ? Le rachat de la galerie Daniel Templon, attribuée successivement par les rumeurs à la plupart des grands noms français, ou la chute de Daniel Lelong, non moins régulièrement annoncée et démentie.

La situation est, naturellement, plus complexe. L'observation : il est simpliste de dire « des galeries comme d'une communauté cohérente. Il convient de distinguer celles dites « du premier marché » des galeries du « second marché ». Le champ d'action des premières est l'atelier des vivants. Elles tiennent lieu d'intermédiaires entre les artistes contemporains et les collectionneurs. Elles choisissent, diffusent, et vendent ce qui leur paraît intéressant (quelquefois les œuvres vendables), et l'art d'aujourd'hui se travaille avec les peintres et les sculpteurs.

Les galeries du second marché pratiquent la vente d'œuvres en dehors de leurs auteurs. Elles se fournissent auprès des collectionneurs de premier ou de second ordre, auprès de courtiers dont les seuls instruments de travail sont un téléphone et des polaroids, et dans les salles de vente. Vivants et morts les intéressent également. C'est ainsi que l'on a vu, au plus beau de l'envoie, des établissements de ce type accrocher côte à côte un Braque, un Combas, un fassin de De Kooning et un Brown, des

ques du vingtième siècle et des « jeunes » sélectionnés selon leur cote et la progression qu'on en espère.

Pendant les années glorieuses, le second marché a connu la plus forte expansion. A Paris, c'est dans le quartier de l'avenue Matignon et de la rue du Faubourg-Saint-Honoré que sont nées ces galeries, de Daniel Malingue et Hervé Oudermat, en passant par Didier Imbert et Artcurial, jusqu'à la dernière, une filiale du groupe L'Oréal. Elles ont orchestré la vente de tableaux, et la clientèle japonaise le grand renfort de Foujita, Laurencin et Kisling, et réussi des plus-values vertigineuses. Désormais, les affaires de la galerie Daniel Malingue - qui en possède une autre à Genève - a chuté de 57 millions de francs en 1991 à 29 millions en 1992. C'est ce qu'indiquent les bilans officiellement publiés par le greffe du tribunal de commerce.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 30

NANTERRE
AMANDIERS

L'ÉGLISE

Céline

Mise en scène
Jean-Louis
Martinelli

du 29 septembre
au 25 octobre

46 14 70 00

GALERIES/AUTOMNE

DANIEL TEMPLON

« Demain ce sera plus cher »

DANIEL TEMPLON a ouvert sa première galerie en 1981. Il exposait alors des peintres de l'école de Paris. Trois ans plus tard, il s'intéresse à l'art conceptuel et au mouvement Support-Surface. En 1981, il montre le Trans-Avant-Garde italienne puis Jean La Gac, Louis Cane ou Daniel Buren. L'un des marchands vedettes de Paris, gros fournisseur des FRAC, il ouvre à Fréjus une fondation qu'il doit fermer en 1991.

Au même moment, malgré un chiffre d'affaires en baisse (un peu plus de 27 millions en 1991 pour près de 35 millions en 1990), un résultat financier diminué de moitié, et un endettement en hausse, il emménage dans des locaux cosus, avenue Marceau. Depuis, les rumeurs de rachat et de dépôt de bilan se multiplient.

« A qui attribuez-vous la responsabilité de la crise du marché de l'art, qui ne vous épargne pas ? »

« La situation du marché de l'art est d'abord liée à la crise économique mondiale. Ensuite, les responsabilités sont partagées : galeries, collectionneurs. Mais cette crise a du bon : elle va éliminer les amateurs, qui ont cru que notre profession reposait sur la pure spéculation. Les artistes qui se prennent pour des financiers se remettent à peindre. Le marché, je l'espère, va revenir dans les galeries, alors qu'il nous avait totalement échappé. »

« Des galeries sérieuses ne risquent-elles pas de disparaître dans la tourmente ? »

« Non, les galeries sérieuses ne disparaîtront pas. Certaines vont peut-être déposer leur bilan, mais, aujourd'hui, déposer son bilan, c'est devenu un acte de gestion. Ce n'est plus comme autrefois un signe de faiblesse. La question, c'est de tenir jusqu'à la fin de la crise. Ma galerie a un chiffre d'affaires qui a nettement diminué, comme tout le monde, depuis l'année record de 1990, mais je vends suffisamment pour tourner. »

« N'êtes-vous pas accablé par vos frais financiers ? »

« Ah, voilà la question importante qu'il faut poser, et je pense que les pouvoirs publics feront quelque chose pour le marché de l'art. Quand on a une sécheresse vraiment inhabituelle, que les moissons périclitent, eh bien ! il y a un impôt de solidarité en faveur des agriculteurs. Tout le monde trouve ça relativement normal. Pourquoi, dans un secteur en difficulté comme le nôtre — qui a une portée culturelle nationale — même internationale, — ne peut-on pas imaginer une solution approchée ? Par exemple, une instruction du ministère des finances recommandant aux banques qui gèrent les comptes des galeries de leur accorder des prêts bonifiés à 6 % ? D'après ce que je sais, le ministère de la culture y est favorable. »

« La plupart des galeries parisiennes ont un taux d'endettement exceptionnel... »

« Il y a quelques années, vous pouviez obtenir des banques tout l'argent que vous vouliez. Peut-être ont-elles, à l'époque, accordé des crédits trop facilement ? Maintenant, elles s'en mordent les doigts — comme nous. Elles ont gagné beaucoup d'argent — comme nous. Nous en perdons, je trouve normal qu'elles en perdent aussi. C'est le jeu. Baisser les taux d'intérêt me semblerait un comportement sain et... »

« Alors, comment gérez-vous la crise ? »

« Le personnel de ma galerie a été réduit. J'ai décidé d'interrompre ma revue, Artstudio — n'ayant plus de publicité, elle ne peut pas tourner. Elle reparaitra le moment venu. J'ai revendu le bail de ma petite galerie de Beaubourg. »

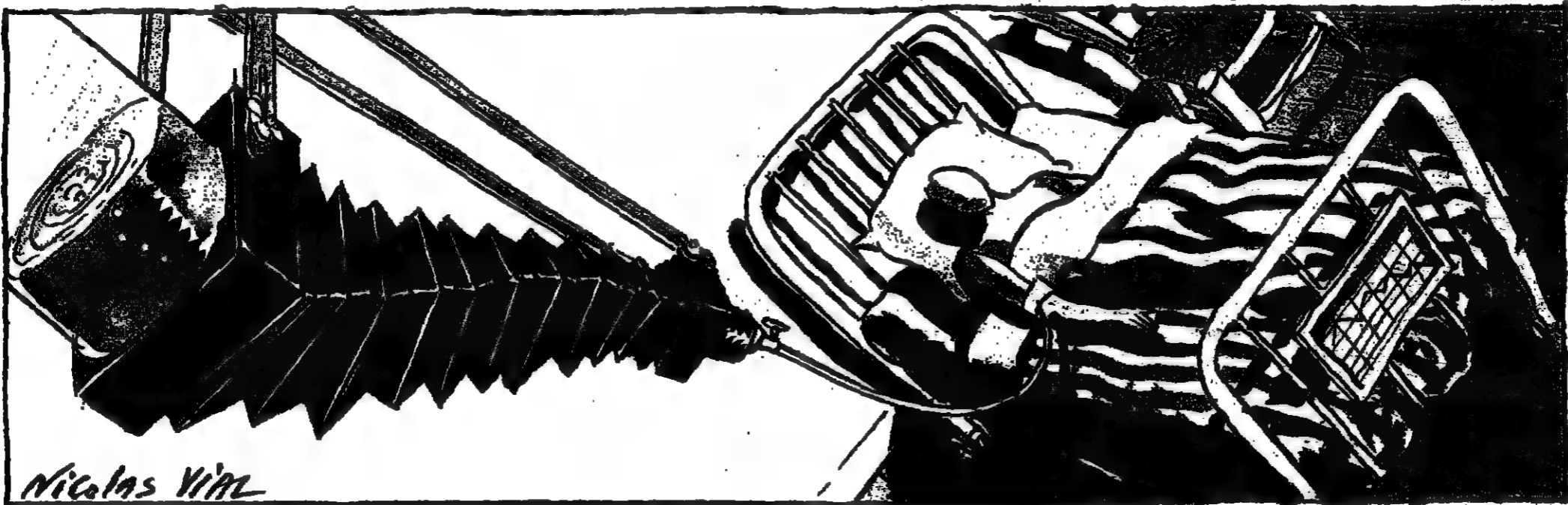
« Le bruit de votre rachat a circulé avec insistance. Des rumeurs ont même été avancées. »

« Oui, je sais : François Pinault, Henri Racamier, Bernard Arnault. Mais une galerie de tableaux n'est pas achetable, puisque c'est d'abord un homme, un choix personnel, des relations d'amitié avec des créateurs. L'artiste veut traiter avec le patron de la galerie, pas avec son collaborateur, aussi doué soit-il. Le collectionneur également. Si l'homme n'est plus là parce qu'il n'a plus d'intérêt dans l'affaire, s'il devient un simple directeur, l'affaire périclité. Mais si MM. François Pinault, Bernard Arnault ou Henri Racamier veulent me donner de l'argent pour développer ma galerie, j'accepte bien volontiers ! »

« Que pensez-vous des gens qui ouvrent aujourd'hui des galeries ? »

« C'est sympathique, mais irresponsable. Le marché de l'art est complètement gelé. Le futur responsable de la galerie, même fortuné, si génial soit-il, ne pourra arriver. Ce n'est même pas un problème d'argent. Le marché des œuvres à 20 000 francs ou 50 000 francs est aussi touché que celui des œuvres à 1 million ou 5 millions de francs. C'est psychologiquement que le marché de l'art, au-delà de la crise financière, est bloqué. Acheter de l'art contemporain, c'est se projeter dans l'avenir. Si on a peur, si on doute de l'avenir, on n'achète pas. Pourtant, un collectionneur intelligent devrait savoir que des circonstances comme aujourd'hui, il ne les retrouvera pas dans trois ans ou dans cinq ans. Le marché repartira. Il y a autant de monde dans les galeries et dans les musées, autant de désir d'acquisition. Il y a même un regain d'intérêt pour la vraie peinture, ce qui est encourageant parce qu'on a trop vu de gadgets dans les grandes expositions internationales. Et ce n'est pas le règne du gadget qui va nous aider à relancer le marché. Ce qui fait les beaux résultats dans les ventes, c'est la peinture. »

Propos recueillis par HARRY BELLET



PHOTOGRAPHIE

constat

« La photographie est un marché sain, mais pas encore adulte. Elle paie par ricochet les expositions de peinture. » Michèle Chomette, qui dirige une des principales galeries parisiennes, résume bien la situation de la photo au sein du marché de l'art. Aussi n'y a-t-il pas aujourd'hui plus de galeries photo à Paris qu'il y a dix ans. Une petite dizaine, contre mille deux cents pour la peinture. Le Studio 666 a fermé ses portes en 1990, Giovanna Minelli le Comptoir de la photographie en 1991, Antoine Candau, Jacques Gordan et Uri et Orbi en 1992. Contrejour est sous perfusion, Suzel Berna souffre, Jean-Pierre Lambert vivote. Toutes sont spécialisées dans la photo contemporaine, le secteur le plus fragile. Les régions sont encore plus mal loties : seule Le Réverbère 2 à Lyon arrive à tirer son épingle du jeu.

Cette situation s'explique d'abord parce que la photo est toujours avec ambiguïté un nombre incalculable de potentiels. Suzel Berna entend encore des visiteurs dire : « Je peux en faire autant », ou « Ce ne sont pas des pièces uniques ». Jean-Pierre Lambert s'est vu proposer un tarif plus élevé pour un cliché de climat, Michèle Chomette présente en ce moment un « inventaire » qui va des primitifs du dix-neuvième siècle aux artistes contemporains. La galerie Bouqueret-Lebon va dans le même sens avec une exposition « pédagogique », à partir d'extraits de trois collections où le classique Doineau côtoie le plasticien Boltanski. « Pourquoi les collectionneurs ne suivent-ils pas ? », se demande Christian Bouqueret. L'incompréhension, sans doute. « Beaucoup de gens se posent des questions sur le prix. Pourquoi un tirage de Cartier-Bresson est-il vendu 7 000 francs et un Appel un peu plus 25 000 francs ? » Question d'artiste, de taille, de tirage d'époque ou non. Encore faut-il l'expliquer.

Autre difficulté, le prix modeste des photos (entre 1 000 francs et 20 000 francs en moyenne). Hormis quelques plasticiens, la photo n'a pas connu le mouvement de spéculation des années 1988-1990. Sauf Robert Mapplethorpe qui, alors qu'il souffrait du sida, a vu ses œuvres achetées en série, par téléphone... Suzel Berna,

LE CHAINON FRAGILE

La crise du marché de l'art est venue perturber un secteur qui développe patiemment depuis le début des années 70 un qui n'a pas encore atteint sa maturité : celui de la photo. Ce dernier sera fragile tant qu'il sera « porté » par des « voix officielles » (institutions, festivals) et que la greffe n'aura pas réellement pris avec les acheteurs privés, « seuls garants d'un art vivant », selon Alain Sayag, le responsable de la photographie au Centre Pompidou.

qui marie photos et sculptures en verre, propose des auteurs peu connus, vendus autour de 1 000 francs : « Pour m'en sortir, il faudrait vendre dix-sept photos par mois. Je suis loin du compte. » Le chiffre d'affaires de la galerie (Leo Friedlander, William Klein) atteindra 100 000 francs par mois pour finir avec trois salaires, indique Editha Cartenter. Ce n'est pas évident. Au désavantage, le taux de TVA de 18,5 % (contre 5,5 % au galeries d'art) auquel étaient assujetties les galeries photo jusqu'en 1991. Avec des moyens modestes, les galeries ne peuvent supporter les coûts de certains Salons comme Découvertes. Les ventes publiques, qui se sont développées en France depuis quelques années, viennent concurrencer durement les galeries. Enfin, confinées dans des petits espaces (35 mètres carrés chez Jean-Pierre Lambert et Pons), parfois en appartement, les galeries photo ne peuvent suivre la vogue du grand format, qui entraîne une hausse des tarifs. C'est ainsi que Bernard Facon, longtemps un des photographes phares d'Agathe Gaillard, a pu agrandir ses tirages — et monter ses prix — en passant dans l'immense espace d'Yvon Lambert.

Sur un terrain aussi fragile, la crise s'est abattue. « Surtout depuis le printemps dernier », affirme Gilles Dusein qui reconnaît que « le marché de la photo est en régression par rapport à 1985 », quand il a ouvert sa galerie Uri et Orbi. Jean-Luc Pons, qui ne présente que de jeunes photographes, a perdu 60 000 francs l'année dernière, et Suzel Berna, 80 000 francs. Cette dernière estime que « ça va être pire cette année ». Gilles Dusein annonce 1 million de francs de perte à la fermeture de sa galerie. Agathe Gaillard a connu en septembre son premier échec depuis 1981. Jean-Pierre Lambert a constaté que l'activité « s'est arrêtée » en septembre 1991. Trente tirages vendus en 1990, cinq à six depuis le début de l'année. « Je suis encore là parce que je suis suffisamment fou pour y croire. » Pour tenir, les galeries ont réduit leurs frais, leur publicité, le nombre de leurs expositions (six au lieu de dix à Zabriskie). La plupart des galeries ne se paient pas et vivent d'une activité annexée.

Les galeries plus anciennes s'en sortent mieux. Elles se

reposent sur le marché plus solide de la photographie historique (le dix-neuvième siècle et l'entre-deux-guerres). C'est ainsi qu'un tirage d'époque de Kertész, l'Atelier de Mondrian, a été vendu cette année 250 000 dollars (environ 1,2 million de francs) dans une galerie de Los Angeles. Ces courtiers (petit espace, téléphone et solide carnet d'adresses) affichent une santé insolente, comme Alain Paviot. D'autres, comme Michèle Chomette et Christian Bouqueret, réinvestissent les ventes de photos anciennes pour soutenir des artistes contemporains. Celui-ci reconnaît que « si l'on ne vend pas une photo ancienne, on ne tient pas. Un Man Ray équivalait à dix pièces d'art contemporain ». Agathe Gaillard, pour sa part, s'appuie sur des locomotives comme Henri Cartier-Bresson, André Kertész ou Bill Brandt.

Dernier problème et non des moindres : les artistes qui se vendent le plus cher sont diffusés par les galeries d'art contemporain. Jeff Wall, dont une pièce peut se négocier entre 75 000 et 100 000 dollars, Joel Peter Witkin, Robert Mapplethorpe, Cindy Sherman, Sandy Skoglund, William Wegman, Becher, aussi Christian Boltanski, Sophie Calle, Patrick Tosani, retrouvent chez Samia Saouma, Yvon Lambert, Robelin, Baudoin Lebon, à la Galerie de France, chez Maeght ou Thierry Salvador. Ce dernier a démarré la photo en octobre 1990. Son bilan est plus que positif : quinze tirages vendus entre 7 000 francs et 35 000 francs, soixante portraits de Picasso par André Villers. Dans ce domaine, son chiffre d'affaires devrait dépasser, en 1992, 1,5 million de francs.

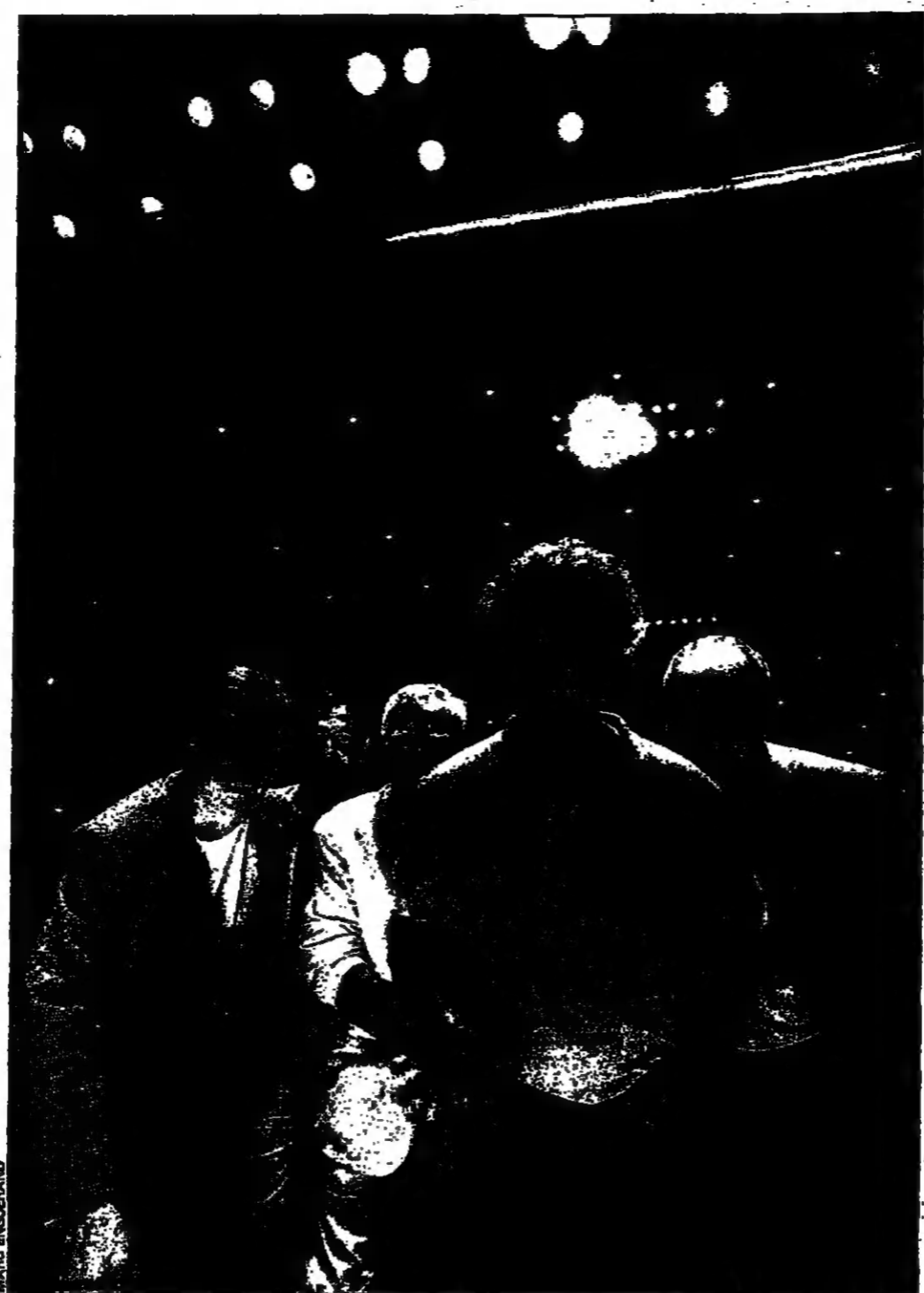
« L'ouverture à d'autres médiums est la clé de l'avenir », assure Gilles Dusein qui redémarre le 8 octobre dans l'espace de Chantal Crousel, rue Quincampoix. « A côté de mes photographes, je vais présenter des sculpteurs, des installateurs, des peintres. » Les autres, conscients des difficultés qui les attendent, continuent, persuadés — à raison — que la galerie est un chaînon indispensable pour la reconnaissance de la photographie.

MICHEL GUERRIN

THÉÂTRE

E D W A R D B O N D
sur les scènes françaisesÉCRIRE
EST UN
PARADOXE

« La Compagnie des hommes » dans la mise en scène d'Alain Françon en création mondiale (du 29 septembre au 24 octobre au Théâtre de la Ville, puis en tournée), « Jacks ou la main secrète » en création française par Bruno Boeglin (du 12 au 28 janvier au TNP, puis au Théâtre de la Ville du 3 au 27 mars), « Été » par Jeanne Champagne (à la Maison de la culture de Bourges du 15 au 24 janvier) : Edward Bond revient en force sur les scènes françaises.



MARCE ENGLERAND

EDWARD BOND le « scandaleux », l'auteur de *Sauvés* — où l'on voit des loubards lapider un bébé, — de *Demain la veille* — où la reine Victoria n'est pas épargnée, — de *Lear* — parodie sauvagement sardonique de Shakespeare, — ne cesse de travailler, ses pièces ne cessent d'être présentées en Europe. Entre théâtre et télévision — il prépare une dramatique pour la BBC — Edward Bond appartient au cercle très étroit des dramaturges vivant de leur métier sans avoir besoin de se plier à aucun diktat. En tout cas depuis les années 70, où *Demain la veille* ayant été interdit, la pièce a dû être jouée sous couvert d'un club privé, étrangement couramment employé pour contourner la censure, depuis lors supprimée.

Edward Bond habite près de Cambridge, une campagne extrêmement anglaise, verte et silencieuse. Sa maison paraît tout aussi typique, avec un jardin, des meubles en bois clair. Il y est tranquille, dit-il, pour écrire une œuvre secourable, épique, qui se rattache à la tragédie grecque. Ses personnages trahissent en eux des secrets étouffants. Dans *Été* notamment, qui — hasard ? — se passe en Grèce, et où tous les personnages sont liés par leur comportement pendant l'occupation allemande. Chez Bond, comme chez les Grecs ou Shakespeare, les fantômes, les morts, la mort, le meurtre, le massacre, constituent une toile de fond, et le ressort dramatique tient à des passés lourds d'erreurs irréparables plus qu'à des péchés au sens judéo-chrétien. Edward Bond se réfère souvent à Médée : « Le sacrifice de ses enfants marque sa révolte. Quand le système écrase l'être humain, quand il empêche de vivre et d'agir en être humain, peut-on se comporter en être humain ? »

Médée, ancêtre des terroristes ? Pas vraiment. « On pourrait comparer son acte à celui d'un déporté pour qui la seule manière de se montrer humain serait de se faire gazer à la place d'un autre. » Médée, ancêtre des martyrs chrétiens, sacrifiant ses enfants pour se sacrifier elle-même ? Certainement pas. Quand il arrive à Edward Bond de faire appel à la Bible : « *L'homme n'a pas besoin que de pain, mais peut croire en Dieu seulement s'il gagne le pain qu'il mange* », sa morale du travail le rapproche de Brecht disant : d'abord construire les égoûts et les crèches, ensuite le théâtre.

Dans *Jacks*, parabole brechtienne avec songs, Edward Bond juxtapose deux histoires. La première, tirée d'une légende japonaise, raconte le sacrifice d'un écolier qui accepte de mourir à la place de l'Empereur. Parce qu'il accepte, il échappe en quelque sorte à l'emprise des adultes qui pensaient le tromper. Il obéit à une tradition, à une idéologie. La seconde partie raconte la substitution de deux soldats en Irlande, dont l'un doit être abattu pour justifier la répression. Il est victime du

« système ». Ce système qui régit notre société occidentale, capitaliste, et se révèle de plus en plus destructeur — autodestructeur — à mesure que progresse la technologie et que recule la « barbarie ». « Notre monde est conçu pour le bien-être des machines. Elles fonctionnent comme des armes. De la même manière que les bombes, les lave-vaisselle servent à dominer. »

Edward Bond est complexe, contradictoire, et marxiste. Autant que peut l'être un Anglais, c'est-à-dire un homme issu d'une civilisation individualiste et pour qui l'humour est le sel de la vie. Le terme « marxiste » lui paraissant légèrement déprécié, il opte, en attendant de trouver mieux, pour « matérialiste ». Comme beaucoup, il avait pensé que le communisme pouvait être réformé. « La situation actuelle permet au moins, dit-il, de revenir aux origines. Je ne renie rien, les idéaux demeurent. Tout le monde parle de la « défaite » du communisme. Mais qui l'a vaincu ? Le capitalisme se prévaut de la victoire alors qu'il n'y a pas eu de bataille. La défaite vient de l'intérieur. »

Sur le capitalisme et ses méfaits, sur l'arrogance avec laquelle il remplace la culture par la consommation, la morale par l'économie, Edward Bond oublie le flegme *british*. Il est intarissable, passionné. Il ne triche pas. C'est là sa raison de vivre, d'écrire. Écrire pour analyser « les relations entre les hommes, la technologie, le pouvoir et la façon dont le théâtre, ainsi que les autres formes d'expression artistique, s'inscrivent dans ces relations ». La *Compagnie des hommes* se passe dans un univers entièrement macho, entre de gros industriels, marchands d'armes. La seule évocation féminine est une figure maternelle très floue : une mère a abandonné son enfant, une femme l'a recueilli. Cette

périphérie lointaine se retrouve uniquement dans les rapports entre le fils adopté et le père adoptif. Chez Bond, les liens familiaux sont souvent artificiels. Ici, ils sont dépassés par des intérêts dynastiques, des problèmes d'ambition et de pouvoir plus encore que d'argent.

La pièce est shakespearienne, avec tout ce que cela comporte d'outrances cyniques, de déception et de violence. C'est l'histoire d'une machination sourde, un enchevêtrement de trahisons, que mettent en mouvement les personnages, progressivement piégés par leurs propres traquenards. À partir de là, l'auteur démonte le « système » et son fonctionnement. On peut se dire que d'une certaine façon, la pièce préfigure les méandres boursiers de l'affaire Maxwell. « Je suis moins cruel », affirme Edward Bond, « que les hommes d'affaires quand ils écrivent les biographies de leurs succès. »

« La Compagnie des hommes », dit-il, raconte le parcours de ce fils adoptif qui veut, en opposition au « système », découvrir le sens de sa vie, ce que c'est que d'être un homme. Il ressemble à Hamlet, qui ressemble à Descartes dans sa chambre, écrivant le Discours de la méthode... Mais si : leurs pensées sont parallèles. Ils cherchent à comprendre le devenir des hommes. Hamlet se demande comment y parvenir. Le pur raisonnement le conduit au meurtre de Claudius qu'il réussit à commettre sans jamais décider de le faire. Il est incapable de décider. Finalement, il agit quand il est prêt, c'est tout. Il est prêt quand il en arrive au point où Shakespeare a voulu le faire arriver. »

« La compagnie des hommes » (ci-contre), mise en scène d'Alain Françon, avec Bernard Ballet, Jean-Marc Bory, René Rambaud, Benoît Régent, Carlo Brandi. Et aussi Vladimir Yordanoff. La pièce macho dans toute sa vérité.

« S'il est une chose que les hommes peuvent faire sans que rien ne les empêche, c'est bien de dire la vérité. La difficulté réside dans la définition du mot « vérité ». C'est cela que raconte la pièce : c'est pour cela que nous avons le sens du tragique. »

« Les Grecs ont dit : « Connais-toi toi-même. » Aujourd'hui, ce que les hommes doivent connaître et comprendre, s'ils veulent demeurer humains, c'est leur situation. Je pense, contrairement à Heidegger, qu'il n'y a pas de solution mystique aux problèmes sociaux. Rien ne sert de s'enfuir sur le montaigne, il faut tout affronter ici-bas. »

« En premier lieu, il y a le théâtre des hommes et des animaux. Puis celui des hommes et des dieux. Enfin celui des hommes et du diable. À présent, nous voulons un théâtre des hommes et des hommes. »

(Extraits des Notes sur le postmodernisme.)

Le « système » remplacerait donc le Destin dans les tragédies grecques. Et le *deus ex machina* serait l'auteur : il détermine les situations auxquelles les personnages doivent aboutir, et étudie leurs comportements, leurs motivations. Edward Bond raconte une improvisation qu'il a menée à Palerme avec des étudiants, causés être des soldats en guerre, chez eux, dans leur ville. Ils recevaient l'ordre de tuer un enfant. Soit celui de leur mère, soit celui d'un voisin... « Tous, ils ont fini par choisir de sacrifier l'enfant de leur mère », raconte Edward Bond, « et à nouveau en exemple le sacrifice de Médée. Peut-être, en bons Siciliens, avaient-ils des problèmes de famille ? On se demande en tout cas pourquoi ils n'ont pas tenté de tuer celui qui donnait l'ordre, à la limite de se suicider, en tout cas de dire non. « Parce que c'était trop tard, ils avaient accepté les règles du jeu. Ils étaient pris dans le système. Cela se passait dans un studio de théâtre. Au-dehors, ils étaient confrontés non pas à des situations semblables, mais à des choix. Ce pourrait être le choix des aviateurs qui ont reçu l'ordre de lancer la bombe atomique. Que faire, quand on se trouve confronté à une telle situation, non pas en théorie mais dans la vie réelle ? Pour moi, je sais quel est mon devoir et j'aspire l'accomplir, j'y pense chaque jour. Agir humainement dans une société inhumaine crée peut-être la tragédie. Mais l'alternance n'est pas la paix ou la joie, ni la comédie classique du mythe divin. C'est une farce obscène, absurde — les grandes questions et les débats publics, la routine d'une soumission épuisante, la frustration... C'est ce que j'ai appris de cet exercice à Palerme : il arrive un moment où dire non est encore un moyen de dire oui. »

Si écrire, c'est se confronter aux paradoxes, le théâtre doit donner des armes pour les éclairer. Les spectateurs veulent des fictions qui leur apprennent à discerner les vérités. « Ils sont comme les enfants. L'enfant ne sait pas de quel côté de sa peau il se tient. Au-dehors ? Au-dedans ? Il vit de mensonges, et les mensonges sont à l'origine de la création artistique. Ils transforment l'homme en un être magnétique. Si on ne mentait pas à l'enfant, il deviendrait fou. Mais, en même temps, il sait que ce qu'on lui raconte n'est pas la réalité, il n'y a pas tromperie. On imagine qu'il veut être rassuré. Ce qu'il veut, c'est une histoire qui lui enseigne ses responsabilités. Des histoires qui lui permettent de vivre avec l'inexplicable, avec ses angoisses et les énigmes du monde. Un jour viendra où nous prendrons un marteau pour sculpter un autre visage au sphinx. »

COLETTE GODARD

DE LA MUSIQUE

recherche son

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Sous l'autorité du Directeur administratif et financier, vous assurez la responsabilité de la gestion budgétaire et comptable de la GIE, la gestion des marchés et celle de l'administration du personnel.

Dans le cadre de l'association, vous participerez aux missions d'organisation générale, notamment pour assurer la mise en place de systèmes informatiques et définir les conventions entre les différents cabinets de la GIE, les sociétés de gestion.

À compter de janvier 1993, en liaison avec un expert comptable, vous assurerez un service central de comptabilité, capable de gestion et de paie.

Vous serez tenu(e) au courant des formations universitaires (niveau Bac + 4) et des autres connaissances des professionnels de la comptabilité.

Une riche expérience de l'administration budgétaire et comptable est exigée, une maîtrise dans la fonction personnelle sera particulièrement appréciée.

Adressez votre candidature (lettre de motivation, C.V., photo) à :

ARTES, 89, rue de l'Hydrogène

75003 Paris, sous référence 92/22



ARTES
Association pour le
Renouveau de la
Technique et de
l'Économie
89, rue de l'Hydrogène
75003 Paris

Paris propose de re
le rôle dAmbitions
allemandes

L'AMBITION de l'Allemagne est de devenir la première puissance mondiale, après avoir été la seconde. C'est ce que veut dire le ministre des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, dans une interview publiée hier dans le magazine *Der Spiegel*. Genscher, qui a été ambassadeur à Paris, a déclaré que l'Allemagne ne veut pas être la première puissance mondiale, mais qu'elle veut être la première puissance européenne. Il a ajouté que l'Allemagne ne veut pas être la première puissance mondiale, mais qu'elle veut être la première puissance européenne.

Un « droit de

Référénd

FR
NOU RI